



PARTI SOCIALISTE
DE LANCY

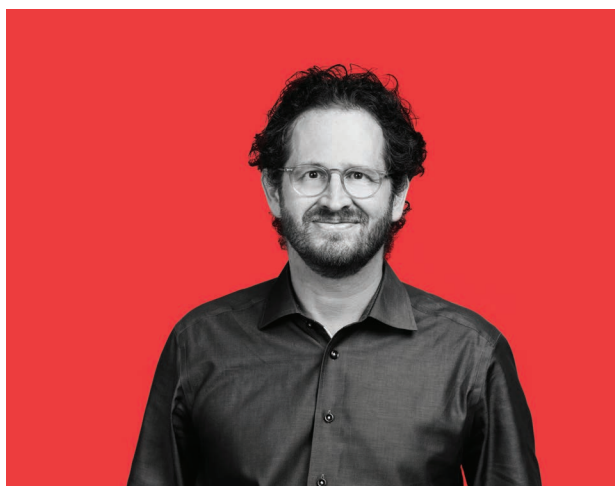
Route du Grand-Lancy 56
1212 Grand-Lancy

Editrice responsable :
Nancy Ruérat
www.ps-lancy.ch
poing-rouge@ps-lancy.ch

N°153 octobre 2023

POING ROUGE

Tous les textes sont rédigés en langage épïcène afin de favoriser
l'égalité entre femmes et hommes.



Deux socialistes de Lancy en lice pour le Conseil national !

Les élections fédérales du 22 octobre 2023 approchent à grands pas et, au sein d'une liste de douze candidat-es de grande qualité, Priscille Dia-Laplace et Cyril Mizrahi, font campagne pour le Parti socialiste !

Découvrez les deux candidat-es lancéen-nes en page 2.

Elections fédérales
22 octobre 2023

DÉCOUVREZ LES CANDIDAT-ES SOCIALISTES LANCÉEN-NES : INTERVIEW SUR LEUR VISION ET LEURS ENGAGEMENTS



Lors de la Fête nationale cette année, tu as déclaré sur les réseaux sociaux que la question du drapeau et des symboles suisses n'était pas pertinente. Pourquoi ?

Ce qui me frappe, c'est que je parle davantage de ce qui me rend fier d'être Suisse quand je vais à l'étranger que chez moi. C'est dommage ! Ce qui me rend fier, ce n'est pas le folklore, c'est notre démocratie directe, notre multilinguisme, nos transports publics, et dans une certaine mesure notre système de formation et de santé. Aujourd'hui, ces acquis sont en danger, et nous devons veiller à ce que personne ne soit exclu dans ces différents domaines.

Les questions de santé te tiennent à cœur. Pourquoi ?

L'accès aux soins a joué un rôle fondamental dans ma vie. Entre autres parce que je suis né avec une cataracte et que je souffre depuis quelques temps d'un trouble de la voix. Sans les soins de pointe auxquels j'ai eu accès, je serais aveugle et je ne pourrais même plus parler. Je ne sais pas si je pourrais travailler, et je serais bien en peine de m'engager en politique. J'ai donc beaucoup de reconnaissance, et le moins que je puisse faire est de m'engager pour que chacun-e ait accès aux soins. Je sais aussi que la maladie peut empêcher de travailler et plonger des familles dans la précarité, raison pour laquelle je veux défendre

à Berne une assurance perte de gain pour toutes et tous, ce qui n'est toujours pas le cas.

Que devrait faire la Confédération en matière de formation ?

Comme au Tessin, l'accès à l'école doit être possible dès 3 ans et les élèves en situation de handicap doivent cesser d'être scolarisés dans des écoles séparées. J'ai déposé un projet de loi en ce sens dernièrement au Grand Conseil, mais je pense que la Confédération devrait aussi fixer des règles plus claires. De même, elle doit prioriser l'apprentissage des langues nationales. Notre cohésion nationale en dépend.

Et en matière de transports, n'est-elle pas également en danger ?

Absolument. A la base, nous avons un réseau de transports publics incroyables. Mais alors que les prix restent trop élevés, l'offre se dégrade rapidement en Suisse romande. Les temps de parcours s'allongent et on doit changer plus souvent. C'est inacceptable. Les travaux nécessaires doivent être réalisés en préservant l'efficacité du réseau. On devrait également taxer les vols court-courriers tout en favorisant les alternatives ferroviaires, y compris les trains de nuit. Enfin, la sécurité des cyclistes et des piétons doit être renforcée.



Pour quelle raison as-tu décidé de te porter candidate au Conseil national ?

En mars 2023, le parlement a refusé un projet de la gauche qui visait à adapter les rentes AVS et AI au renchérissement. Ce projet prévoyait que les rentiers reçoivent entre 7 et 14 francs de plus par mois en 2023 et jusqu'à la prochaine adaptation des rentes prévue en janvier 2025. Cette somme plus que raisonnable devait simplement permettre aux rentiers les plus humbles d'avoir une très légère marge financière dans un contexte économique très tendu où les rentes AVS et AI à elles seules ne suffisent plus à vivre décemment. J'ai été profondément choquée par ce refus du parlement de tendre la main aux personnes les plus fragiles de notre société alors que suivant le Conseil national, le Conseil des Etats a décidé ce printemps de passer le budget de l'armée de 5 à 7 milliards de francs d'ici à 2030. J'ai donc décidé de présenter ma candidature pour le Conseil national pour défendre au niveau fédéral les valeurs de solidarité auxquelles je crois.

Quels sont les thèmes qui te tiennent particulièrement à cœur au niveau politique ?

Comme précédemment dit, le thème des rentes me touche beaucoup. L'égalité de genre et l'égalité salariale sont également des thèmes

Suivez-nous aussi
sur : www.ps-lancy.ch
ou sur notre page
facebook

qui me semblent capitaux : sachant que la loi sur l'égalité est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1996, il est tout à fait inacceptable de constater que la plupart des entreprises privées sont hors-la-loi et non seulement paient moins une femme qu'un homme pour un même cahier des charges et à formation égale, mais en outre se permettent de remercier certaines femmes au retour de leur congé maternité. Cette violence sociale contre les femmes fait écho aux violences qu'elles subissent dans la sphère

privée et qui elles aussi sont inadmissibles : en Suisse, 42% des femmes ont déjà subi des violences au sein de leur couple, 22% ont subi des actes sexuels non désirés, et la violence masculine fait une victime toutes les 2 à 3 semaines dans notre pays. C'est trop, il faut que cela s'arrête !

Quelles solutions proposes-tu concernant ces thématiques ?

Je trouve qu'il faut non seulement indexer les rentes à la vie chère afin de permettre aux personnes qui n'ont

pas de deuxième et de troisième pilier (majoritairement des femmes) de vivre décemment, mais j'aimerais en outre défendre à Berne une 13^e rente. De plus, il faut améliorer les services de l'Etat en matière de contrôle de l'égalité salariale et créer des places protégées en nombre suffisant pour les femmes victimes de violences conjugales, sans oublier de former les autorités de poursuite pénales ainsi que la police à une meilleure prise en charge de ces victimes.

Votez la liste n°8 compacte le 22 octobre avec l'ensemble des candidat-es du PS : Christian Dandrès, Estelle Revaz, Thomas Wenger, Laurence Fehlmann Rielle, Cyril Mizrahi, Léna Strasser, Sami Kanaan, Joëlle Bertossa, Florian Schweri, Oriana Brücker, Thomas Bruchez et Priscille Dia-Laplace



**Lisa Mazzone
Carlo Sommaruga**
au Conseil des États

CHANGEMENTS AU SEIN DU GROUPE DU CONSEIL MUNICIPAL

Le groupe socialiste au sein du Conseil municipal se renouvelle : Matthieu Jotterand (devenu député) et Lucia Rosales (en raison d'un changement professionnel) quittent leur fonction et en ont démissionné en mai, respectivement en juin. Merci à nos deux camarades pour leur engagement durant cette législature.

Deux nouvelles têtes font donc leur apparition ! Il s'agit de Fayrouz Kashef et de Serhat Yilmaz. Le groupe se réjouit de les accueillir en son sein et tout le parti se réjouit que la relève soit présente pour les élections de 2025 qui approchent !

LE CONSEIL DES HABITANT-ES POUR RENFORCER LA DÉMOCRATIE ET CRÉER DU LIEN



Les différentes formes de démocratie participative et les moyens de faire vivre la démocratie de proximité ont toujours été au cœur des valeurs socialistes. Mais au-delà de la théorie, comment faire vivre la démocratie autrement ?

A Lancy, nous avons décidé de répondre à l'appel du Bureau de l'intégration et de la citoyenneté (BIC) en mettant sur pied un Conseil des habitant-es. De quoi s'agit-il ? D'abord, annoncer le projet à la population, puis l'inviter à proposer des thèmes de discussion pour ce Conseil. Déjà là, l'engouement de ce printemps fut rapidement perceptible, puisque les propositions ont été nombreuses !

Ensuite, il s'est agi, lors d'une assemblée le 31 mai dernier ouverte à toute la population, de voter les deux thèmes qui seraient travaillés par le Conseil : ils devaient être d'intérêt général, concerner la commune et être de compétence communale (inutile donc de proposer une assurance maladie unique ou la mise en place d'une nouvelle ligne de bus !). Débats nourris, pour défendre une thématique, jugée importante par les un-es, redondante par les autres, avant d'aboutir à un vote. Les propositions

allaient de la jeunesse aux infrastructures en passant par le numérique, le changement climatique, l'inclusion et la mobilité, mais au final ce sont les thèmes « vie de quartier et cohésion sociale » ainsi que « espaces publics » qui ont été plébiscités. Rien que cette assemblée a déjà été une belle réussite : des personnes qui n'en avaient pas forcément l'habitude se sont exprimées devant une large assemblée pour argumenter leurs points de vue.

La suite du processus, c'est pour maintenant puisque deux groupes de 25 personnes intéressées se réunissent 4 samedis complets durant l'automne pour débattre sur chacun des thèmes et faire des propositions aux autorités lancéennes, qui ensuite les étudieront et y répondront de manière circonstanciée.

Quelle différence avec le Conseil municipal, me direz-vous ? Les personnes n'ont pas été élues, mais ont choisi de s'investir. Elles peuvent être suisses ou non, avoir le droit de vote ou non, être majeures ou non, car nous sommes toutes et tous lancéennes. Pour que l'envie de s'investir ne soit pas arrêtée par d'éventuels obstacles matériels, transport, repas à midi, prise en charge de la garde d'enfants et modeste dédommagement financier ont été prévus.

L'objectif ? Favoriser ainsi l'inclusion, la représentativité et une plus grande accessibilité au système démocratique de proximité permettra également à l'ensemble de la population de développer son implication pour sa commune et d'augmenter, je l'espère de tout cœur, le taux de participation lors d'élections ou votations. C'est un outil supplémentaire d'expression, de participation et de démocratie de proximité, qui n'enlève rien aux « canaux traditionnels » et qui ne fait que les compléter et les renforcer. Nous verrons dans quelques mois si le pari est gagné !

Salima Moyard,
Conseillère administrative

LE PROJET EN BREF

- 139 propositions de thèmes faites en ligne par les habitant-es
- Assemblée constitutive le 31 mai
- Thèmes choisis : « vie de quartier et cohésion sociale » et « espaces publics »
- Tables délibératives de 50 personnes
- 4 samedis de octobre 2023 à janvier 2024
- Soutien financier fort du canton et de la Confédération
- Coûts pour la commune : 4'000 CHF, 10% de temps de travail et emplois jeunes